Rassemblement contre le racisme

Hommage aux victimes de Trappes et de La Verrière

FARIDA REBOUH

Mesdames et messieurs les élus,

Chers militantes et militants associatifs,

Chères Herblinoises, chers Herblinois,

Notre maire, Bertrand Affilé, ne peut malheureusement pas être parmi nous ce soir. Il nous a chargés de l'excuser et de vous dire qu'il s'associe pleinement à ce rassemblement et partage l'émotion de chacune et chacun d'entre vous.

En ce moment même, à Trappes, des centaines de personnes rendent hommage aux victimes.

Nous avons voulu être avec elles, au même instant, pour dire que la douleur de Trappes et de La Verrière est aussi la nôtre.

Vendredi dernier, un homme a tiré en rafales sur des passants. Il les a choisis pour leurs origines supposées, pour leur couleur de peau, pour la religion qu'il leur prêtait.

Pengo Bossio Wangi avait 26 ans. Il rendait visite à sa famille. Il a été tué. Une fillette de 12 ans qui rentrait de la piscine, deux agents d'entretien qui faisaient leur travail font partie des cinq blessés.

Un jeune homme qui va voir les siens. Une enfant après la piscine. Des travailleurs à leur poste. Rien de plus ordinaire.

C'est précisément cela qu'on a voulu abattre : la vie paisible de femmes, d'hommes et d'enfants qui sont chez eux dans leur pays.

Nous pensons à eux, à leurs proches, et aux habitants de Trappes et de La Verrière, à qui nous adressons toute notre solidarité.

SIMON BRUNEAU

Il faut nommer les choses. Ce n'est pas un fait divers. Ce n'est pas un drame inexplicable qu'on rangerait dans la case de la folie.

C'est un attentat raciste.

L'assaillant ne connaissait pas ses victimes. Il ne savait rien de leur vie ni de leur histoire. Il ne savait pas qui était Pengo. Il ignorait le prénom de cette petite fille. Il les a frappés sur un regard, pour des origines qu'il leur supposait.

C'est toute la mécanique du racisme. On réduit des femmes, des hommes, des enfants à une apparence. On efface le visage, le nom, l'histoire. On fait de cette apparence une menace. Puis on les désigne comme ennemis.

Le geste de l’arme n’est que le dernier pas d’un long chemin.

Ces victimes auraient pu être nos voisins, nos collègues, les parents qu’on croise à la sortie de l’école. Nos enfants.

Car ici aussi, nous sommes nombreux à porter sur notre visage, dans notre nom ou dans notre foi ce qui suffirait, aux yeux d’un raciste, à faire de nous une cible.

Quand on vise l’un d’entre nous pour ce qu’il est, c’est nous tous qu’on vise.

Ce qui doit nous alerter, c’est que l’horreur de vendredi n’a pas surpris tout le monde. Beaucoup, dans nos quartiers, la redoutaient.

Parce qu’ils sentent depuis des années la haine monter, se répandre, s’enhardir. Parce qu’ils entendent chaque jour se dire à voix haute, sans honte et sans conséquence, ce qui hier encore se murmurait.

FARIDA REBOUH

Il faut aussi avoir le courage de la lucidité. Ce crime ne surgit pas de nulle part.

Depuis des années, on désigne à longueur d’antenne et de discours des quartiers, des habitants, une religion comme la

source de tous les maux. On a banalisé des mots qu'hier encore personne n'osait prononcer.

Ces mots ont des conséquences. Ils ne restent pas sur les plateaux. Ils descendent dans la rue, ils entrent dans les têtes. Ils autorisent le regard de travers, l'insulte dans le bus, le CV écarté, le logement refusé.

Et à force d'être répétée, la haine finit par armer des bras.

Je veux m'adresser à celles et ceux qui, ce soir, ont peur. Aux mères qui se demandent si leur fils peut sortir sans risque. Aux jeunes nés ici, qui ont grandi ici, et à qui l'on répète qu'ils ne seront jamais tout à fait d'ici.

Vous êtes chez vous. Vous êtes la France. Et vous n'êtes pas seuls.

Le racisme ne commence pas avec une arme. Il commence par des mots qu'on ne relève plus, des insultes qu'on finit par trouver ordinaires, une haine qui s'installe dans le paysage comme si elle en avait toujours fait partie.

C'est cela, la banalisation : quand plus rien ne choque, tout devient possible.

Le racisme n’est pas une opinion, c’est un délit. Et quand il tue, c’est un crime contre la République tout entière.

Car la République ne trie pas.

Elle ne trie pas ses enfants selon leur couleur de peau, leur nom, leur adresse ou leur foi. Elle ne connaît ni Français de souche ni Français de papier. Elle ne connaît que des citoyennes et des citoyens, égaux en droits et en dignité.

C’est l’article premier de notre Constitution : la France assure l’égalité devant la loi de tous les citoyens, sans distinction d’origine, de race ou de religion.

Ce n’est pas une option. C’est notre pacte commun.

Celles et ceux qui veulent trier les Français ne défendent pas la République. Ils la trahissent. Et nous ne leur laisserons ni les mots, ni les drapeaux, ni l’avenir.

Or c’est précisément cette République que la banalisation du racisme fragilise.

Quand la haine devient un sujet de débat comme un autre, quand on discute à la télévision de qui serait vraiment français, quand l’outrance fait l’audience, les digues cèdent une à une.

Ce qui était impensable devient pensable, puis dicible, puis possible. Vendredi, à Trappes, nous avons vu où mène ce chemin.

FARIDA REBOUH

Cette égalité, nous savons qu'elle ne se proclame pas : elle se construit. Elle se vit à l'école, quand chaque enfant est regardé pour ce qu'il peut devenir et non pour ce qu'il paraît. Elle se vit dans l'accès au logement, à l'emploi, aux soins, à la culture.

Partout où elle recule, la défiance s'installe, et le racisme prospère.

Il y a aussi la fraternité, la plus exigeante de nos valeurs. Elle n'est pas un mot doux sur le fronton des mairies. C'est un principe de notre République, qui nous oblige les uns envers les autres. Elle refuse qu'on dresse ceux qui ont peu contre ceux qui ont peu, ceux qui sont nés ici contre ceux qui sont arrivés hier.

Et parce que la dignité humaine est indivisible, nous combattons tous les racismes avec la même force : la haine des Noirs, des musulmans, des juifs, des Asiatiques, des Roms…

Il n'y a pas de bonne victime et de victime secondaire.

SIMON BRUNEAU

Saint-Herblain s'est construite avec des familles venues de partout. C'est notre histoire, c'est notre force.

Elle vit chaque jour grâce aux associations, aux bénévoles, aux enseignants, aux voisins qui font la fraternité sans attendre qu'on la décrète.

Beaucoup d'entre vous sont ici ce soir. Merci.

À nous, élus, revient une responsabilité particulière : que nos mots apaisent, rassemblent, protègent. Jamais ils ne doivent désigner. Et aucun propos, aucun acte raciste ne doit rester sans réponse.

Car la haine progresse toujours de la même manière : par petites touches, par habitude, par lassitude.

Une blague qu'on laisse passer. Un commentaire haineux sur les réseaux qu'on ne signale plus. Une remarque à laquelle on ne répond pas. Face à la montée de la haine, le silence n'est jamais neutre.

Il laisse le champ libre à ceux qui divisent.

FARIDA REBOUH

Pengo Bossio Wangi avait 26 ans.

Nous ne l'oublierons pas, pas plus que cette enfant et ces travailleurs que la haine a frappés.

Nous ne laisserons pas la peur dicter nos vies. Nous ne laisserons pas les mots du racisme devenir des mots ordinaires. Ce soir, ici, nous faisons le choix inverse : celui de la présence, de la parole et de la solidarité.

Ce rassemblement n'est pas une fin. C'est une promesse : celle de ne jamais nous habituer à la haine.

SIMON BRUNEAU

Nous ne laisserons pas la haine dicter nos lois. Nous ne laisserons personne trier les citoyens de ce pays.

Face au racisme, il n'y a pas de camp à choisir. Il y a une République à défendre, une égalité à faire vivre, une fraternité à tenir. Alors on se tient debout. Ensemble.

FARIDA REBOUH ET SIMON BRUNEAU, ENSEMBLE

Non au racisme. Non à la haine.

Vive l'égalité, vive la fraternité, vive la République, vive Saint-Herblain et vive la France.

Nous vous proposons de faire une minute de silence leur en hommage.